



Wildlife Conservation Society (WCS)
République Démocratique du Congo
Kinshasa

Programme RD Congo:
4239, Av Tabu Ley Rochereau /Kin Gombe
Tél: Kin (+243) 810000965
B.P 240 KIN I

Programme International:
2300 Southern Blvd
Bronx, NY 10460
Tel: 718-220-1387

OFFRE D'EMPLOI INTERNE ET EXTERNE

Intitulé du poste	Coordinateur(trice), Droits humains et sauvegardes sociales
Lieu d'affectation	Réserve de Faune à Okapis (RFO), Epulu, Province de l'Ituri, RDC
Supervision technique	Conseiller(ère) national(e), Droits humains et sauvegardes sociales
Supervision administrative	Chef de Site de la RFO
Coordination fonctionnelle	Équipe régionale des sauvegardes sociales, point focal DH/SS de l'ICCN, équipe GRM, conservation communautaire, application de la loi, suivi-évaluation et opérations
Durée	Une année, renouvelable selon les besoins du programme, la performance et la disponibilité des financements.
Date indicative de prise de fonction	À confirmer

ONEM OFFICE DES EMPLOIS
DIRECTION PROVINCIALE DE
Roc. N° 10/06/2026
Par: Emmanuel
N° d'Emploi: 230
Signature: [Signature]

Contexte et finalité du poste

La Réserve de Faune à Okapis (RFO) couvre environ 1 372 625 hectares dans la province de l'Ituri et constitue un paysage forestier d'importance mondiale, abritant l'okapi ainsi que des communautés locales et peuples autochtones ayant une relation historique avec la forêt.

Dans un contexte marqué par des pressions sécuritaires, sociales, foncières et environnementales, WCS et l'ICCN renforcent une approche de conservation fondée sur les droits humains, la redevabilité, la prévention des risques sociaux et la gestion effective des plaintes.

Le/la Coordinateur(trice) DH/SS appuiera la RFO dans la mise en œuvre d'une conservation socialement responsable, conforme aux exigences de sauvegardes de WCS, de l'ICCN et des partenaires techniques et financiers. Le poste combine les compétences dans la coordination, analyse, prévention des risques, gestion confidentielle des cas sensibles, renforcement des capacités et appui à la prise de décisions.

Principes directeurs

Le poste applique une approche fondée sur les droits humains, la non-discrimination, l'inclusion, la confidentialité, la prévention des représailles, la participation significative et la gestion centrée sur les survivant (e)s pour les cas sensibles.



Responsabilités

1. Renforcer l'opérationnalisation du cadre de sauvegardes de la RFO

- Contribuer à l'identification, l'analyse et le suivi des risques sociaux et environnementaux liés aux activités de conservation, d'application de la loi, d'engagement communautaire et d'infrastructures.
- Appuyer la mise en œuvre cohérente des outils de sauvegardes, notamment les analyses de risques, le plan de gestion environnemental et social - PGES, les analyses genre, les plans d'action, mesures correctives, protocoles et outils de suivi.
- Veiller à l'intégration des principes de participation inclusive, de consultation significative, particulièrement les processus CLIP-FPIC, d'accès à l'information et de protection des groupes vulnérables dans les activités de la RFO.
- Assurer le suivi des mesures correctives et proposer des ajustements pratiques selon l'évolution du contexte et les leçons apprises.

2. Assurer le suivi de la situation de droits humains et la gestion des cas sensibles

- Mettre en œuvre des protocoles de suivi, documentation, partage sécurisé et escalade des préoccupations relatives aux droits humains autour de la RFO.
- Appuyer l'analyse initiale, le référencement et le suivi institutionnel des incidents, allégations ou cas sensibles, conformément aux principes de confidentialité, consentement éclairé.
- Coordonner avec les services spécialisés et partenaires compétents pour les cas nécessitant une réponse médicale, psychosociale, juridique, de protection ou de sécurité.
- Produire des analyses utiles à la direction sur les tendances, risques émergents, réponses engagées et mesures de prévention ou de correction nécessaires.

3. Gérer le mécanisme de gestion des plaintes et griefs (GRM/MGP)

- Appuyer l'accessibilité, la crédibilité, la traçabilité et la confidentialité du mécanisme de gestion des plaintes dans les communautés riveraines de la RFO.
- Superviser et assurer la bonne gestion des plaintes, y compris leur réception, enregistrement, catégorisation, analyse, orientation, suivi et clôture conformément aux procédures établies.
- Faciliter la communication communautaire sur les droits, les canaux de recours, les délais indicatifs, les responsabilités des parties prenantes et les principes de non-représailles.
- Analyser les tendances issues du GRM afin d'améliorer la prévention des risques, la redevabilité et les pratiques opérationnelles de la RFO.

4. Développer les capacités institutionnelles en DH/SS

- Identifier les besoins prioritaires de renforcement des capacités sur les droits humains, sauvegardes sociales, GRM, conduite responsable, VBG/EAS/HS et gestion des cas sensibles.
- Préparer et animer des formations, orientations, rappels et sessions de coaching adaptés aux équipes WCS, ICCN et autres acteurs concernés.
- Soutenir l'intégration des exigences DH/SS dans les procédures, réunions opérationnelles, outils de supervision et décisions de gestion du site.



5. Appuyer la coordination, le reporting et l'apprentissage institutionnel

- Consolider les informations issues du suivi de terrain, du GRM, des cas sensibles, des formations et des sauvegardes afin d'appuyer la gestion adaptative.
- Contribuer aux plans de travail, rapports internes, rapports bailleurs, notes d'alerte, réunions de coordination et revues de performance du site.
- Faciliter la coordination avec les équipes WCS, ICCN, partenaires communautaires, organisations spécialisées et autres acteurs pertinents, tout en clarifiant les rôles et limites de redevabilité.

Relations fonctionnelles et limites de redevabilité

Le/la titulaire rend compte techniquement au/à la Conseiller(ère) national(e) DH/SS et administrativement au Chef de Site de la RFO. Il/elle travaille en coordination avec l'homologue désigné de l'ICCN, l'équipe GRM, les départements opérationnels, les équipes communautaires, le suivi-évaluation, l'application de la loi et les partenaires spécialisés.

Le/la titulaire ne se substitue pas aux autorités compétentes, prestataires spécialisés ou mécanismes judiciaires. Son rôle consiste à faciliter la prévention, la documentation, l'orientation, la coordination, l'analyse et le suivi institutionnel conformément aux protocoles applicables.

Qualifications et expérience requises

- Master ou diplôme supérieur en droit, droits humains, sciences sociales, psychologie, développement international, environnement, gestion des conflits ou autre domaine pertinent ; une expérience professionnelle équivalente pourra être considérée.
- Au moins cinq années d'expérience pertinente en droits humains, sauvegardes sociales et environnementales, protection sociale, gestion des plaintes, engagement communautaire ou programmes de conservation/développement en contexte complexe.
- Expérience démontrée en RDC ou dans des contextes similaires, idéalement dans ou autour d'aires protégées, avec une bonne compréhension des dynamiques communautaires, sécuritaires, foncières, autochtones et de conservation.
- Bonne connaissance des normes de droits humains, des sauvegardes applicables aux projets financés par des bailleurs internationaux, ainsi que des outils tels que analyses de risques, EIES, PGES, plans d'action et suivi des mesures correctives.
- Expérience de travail avec les peuples autochtones, communautés locales, femmes, jeunes, personnes déplacées et autres groupes vulnérables.
- Expérience en gestion confidentielle de données, documentation de cas sensibles, référencement vers services spécialisés, formation, facilitation, médiation et dialogue communautaire.
- Excellente maîtrise du français oral et écrit ; connaissance d'une ou plusieurs langues locales pertinentes fortement souhaitée ; l'anglais constitue un atout.
- Disponibilité à vivre à Epulu et à effectuer des déplacements fréquents dans des zones reculées, selon les exigences de sécurité et les besoins opérationnels.

Compétences comportementales attendues

- Intégrité, jugement professionnel, discrétion et respect strict de la confidentialité.
- Capacité d'analyse, de synthèse, de résolution de problèmes et de formulation de recommandations opérationnelles.
- Leadership collaboratif, sens de la coordination et aptitude à travailler avec des équipes multiculturelles et pluridisciplinaires.
- Sensibilité culturelle, de genre, religieuse et générationnelle, avec capacité d'adaptation aux réalités locales.
- Communication claire, écoute active, diplomatie et capacité à bâtir la confiance avec les communautés, collègues et partenaires.



Comment postuler ?

Pour postuler, et si vous répondez aux qualifications, aux compétences et à l'expérience ci-dessus, vous devez envoyer par e-mail (une lettre de motivation et un CV en français en un fichier unique Word ou PDF ainsi que les noms et coordonnées de trois personnes de références professionnelles) à : wcsdrcongoemployment@wcs.org. Veuillez indiquer « **Coordinateur(trice), Droits humains et sauvegardes sociales - RFO** » dans l'objet de votre courriel **au plus tard le 30 juin 2026**.

Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour des entretiens.

Les candidatures seront examinées au fur et à mesure.

WCS est un employeur garantissant l'égalité des chances qui s'engage à recruter et à soutenir une main-d'œuvre diversifiée. Nous nous engageons à cultiver un environnement de travail inclusif et recherchons de futurs collaborateurs qui partagent les mêmes valeurs.

Pour WCS RDC,
La Direction

